



CHANGER L'ÉCOLE, CHANGEONS LA SOCIÉTÉ

de masse et de lutte de classe, elle porte une exigence claire : défendre les droits des personnels et construire le rapport de force nécessaire pour gagner. Depuis la réforme de la transformation de la Fonction publique, de nombreuses instances ont disparu, mais nous restons pleinement mobilisé-es sur le terrain. L'École publique est aujourd'hui à bout de souffle, tout comme l'Hôpital public, soumis depuis des années aux mêmes attaques. Nous sommes au point de rupture : il faut refuser les politiques néolibérales, rejeter le fatalisme et défendre fermement les Services publics indispensables à toutes et tous.

La CGT Éduc'action dresse un constat **alarmant sur les conditions de travail** : suppressions de postes, classes surchargées, charge de travail en hausse, mutation difficile, pression hiérarchique et dégradation de la santé au travail. Nous dénonçons aussi une inclusion scolaire imposée sans moyens suffisants ni formation adaptée, qui met en difficulté élèves comme personnels. La **CGT Éduc'action** revendique des **effectifs réduits**, des **postes pérennes**, des **moyens humains et matériels renforcés**, une **véritable médecine du travail** et une **réduction du temps de travail sans perte de salaire**.

Concernant **les salaires**, les **retraites** et la **précarité**, nous assistons à la perte massive de pouvoir d'achat depuis **les années 2000**, au tassement des grilles salariales, et à la non-revalorisation du point d'indice. La situation est

particulièrement dégradée chez les AESH, AEd, personnels administratifs ou encore contractuel·les, et les **inégalités entre femmes et hommes** perdurent. La **CGT Éduc'action** demande le **dégel du point d'indice**, une **hausse immédiate des rémunérations**, la **suppression du jour de carence**, une **grille unique de carrière**, la **titularisation des non-titulaires**, le **retour à la retraite à 60 ans** et l'**égalité salariale**.

Nous défendons le **sens du métier**, la **liberté pédagogique** et un autre **projet d'École**. Les réformes de ces dernières années fragmentent les savoirs, renforcent la place de l'évaluation et la concurrence entre établissements, entre personnels et entre élèves. Nous appelons à retrouver des collectifs de travail, à **renforcer l'Éducation prioritaire**, à **mieux prendre en compte la ruralité** et à développer une École

émancipatrice à rebours d'une École de tri social. Nous revendiquons la liberté pédagogique, l'abrogation des réformes de tri social, davantage de temps de concertation et de formation, ainsi qu'une refonte ambitieuse de l'Éducation prioritaire.

La **CGT Éduc'action** s'oppose aux **idées réactionnaires** et à la **militarisation de l'École**. Nous dénonçons le **management toxique**, l'**entrée de l'armée** et de l'**entreprise dans l'institution scolaire**, ainsi que des **attaques contre les droits des femmes et les droits syndicaux**, corollaire de la **montée de l'extrême droite**. Notre syndicat protège et défend les élèves et les personnels, revendique l'application de l'ÉVARIS, refuse l'exclusion sous toutes ses formes et porte le projet d'une **École et d'une société à rebours des logiques autoritaires et libérales**.

#jevotecgteduc2026

<https://www.cgteduc.fr>

► GAGNER DE MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL

La loi « Liberté de choisir son avenir professionnel » de 2018 a accéléré la marchandisation de la formation professionnelle et la mise en concurrence entre les organismes de formation. L'introduction récente dans le code de l'Éducation de la possibilité de transférer les GRETA dans les GIP FCIP met à mal la mission de formation continue des adultes au sein de l'Éducation nationale. Les conditions de travail se dégradent inmanquablement : **temps partiels imposés, salaires trop bas, évolution de carrière quasi nulle, accentuation de la précarité.**

► GAGNER UN STATUT PROTECTEUR

La grande précarité qui caractérise les personnels des GRETA s'amplifie avec le recours au **contrat à la vacation et aux auto-entrepreneur-euses qui sont les variables d'ajustement des GRETA.** Avec l'incertitude qui règne sur les marchés publics de formation, les personnels n'ont plus aucune garantie

sur le long terme. Avec l'**intégration des GRETA dans les GIP FCIP**, les groupements d'établissements perdent leur vocation, se réduisant à une marque avec des personnels de moins en moins sécurisés.

La mission de formation continue des adultes au sein de l'Éducation nationale doit être réaffirmée et permettre la création d'un corps de personnels dédiés à cette mission.

► REDONNER DU SENS À NOS MÉTIERS

La formation continue des adultes est une véritable nécessité pour répondre aux grands enjeux actuels de transformation écologique, technologique, énergétique et industrielle.

Il est indispensable que les **travailleuses puissent se former au-delà de leur formation initiale**, pour se réaliser et s'insérer durablement dans l'emploi. Cette formation doit être ambitieuse et permettre la progression de la qualification de chacun et chacune.

Elle ne doit en **aucun cas se limiter à l'ajustement aux besoins des entreprises** et leurs obligations de sécurité.

► CONSTRUIRE UN SERVICE PUBLIC DE LA FORMATION CONTINUE DES ADULTES

Il faut **sortir des logiques d'appels d'offres** et cesser de privilégier le coût au détriment de la qualité de la formation. C'est pourquoi nous revendiquons la mise en place d'un Service public de la formation continue élaboré et piloté par l'État pour éviter les inégalités sur le territoire et mis en œuvre par les services déconcentrés de l'État. Cela implique pour les personnels des GRETA, **une reconnaissance de leur mission, de leur qualification, des postes pérennes avec la création d'un corps et un statut de fonctionnaire.**

REVENDEICATIONS :

- abroger la loi LCAP ;
- abroger le décret n° 2025-350 du 17 avril 2025 modifiant l'article D. 423-1 du code de l'Éducation ;
- cadrage national et maintien du maillage territorial ;
- réévaluer les grilles salariales ;
- redonner de la qualification et la reconnaître dans les conventions collectives ;
- garantir le droit à la formation pour toutes et tous sur l'ensemble du territoire.

CONTACT :

01 55 82 76 55
 unsen@cgteduc.fr
 fb : CGT-Éducation
 insta : @cgteducation
 Bluesky : @cgteduc.fr



#jevotecgteduc2026